

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES
DIRECTION LOGISTIQUE ET INFORMATIQUE
92, AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES**

**SIÈGE DE LA CPAM DES YVELINES : RÉNOVATION DE L'ACCÈS
PRINCIPAL VÉHICULES ET PIÉTONS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

CONSULTATION N° 2025.78.1.2.1.031.00.00.00

Etabli en application du Code de la Commande Publique, en application de l'Article L.2124-2 de ce dernier et de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale.

**LA PROCEDURE DE CONSULTATION UTILISEE EST UNE PROCEDURE ADAPTÉE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.**











Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte de 35 feuillets,
Numérotés de 1 à 35 et deux annexes

SOMMAIRE








1. DÉFINITIONS	5
2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
2-1 Objet du marché :	5
2-2 Nature du marché :	6
2-3 Allotissement et variantes :	6
2-4 Procédure adaptée :	6
2-5 Les intervenants :	6
2-6 Ordre de service :	8
3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
3-1 Pièces particulières :	8
3-2 Pièces générales :	9
4. LES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	9
5. LA DURÉE DU MARCHÉ ET LES DÉLAIS D'EXECUTION.....	10
5-1 Délais d'exécution :	10
5-2 Calendrier détaillé d'exécution :	10
5-3 Prolongation des délais :	11
6. LES CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ	11
6-1 Forme des prix :	11
6-2 Décomposition du prix :	11
6-3 Modification du DPGF :	12
6-4 Travaux non planifiés :	12
6-5 Prix initiaux et mois d'établissement des prix :	13
6-6 Actualisation des prix :	13
6-7 Projet de décompte final :	13
6-8 Décompte général et définitif :	14
6-9 Délais de paiement :	15
6-10 Nantissement :	16
6-11 Retenue de garantie :	16
7. LES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ	17
7-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :	17
7-2 Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits :	18
7-3 Percements et scellements :	18
7-4 Période de préparation préalable à l'exécution des travaux et implantation des ouvrages :	18
7-5 Implantation des ouvrages :	19
7-6 Propriété industrielle et commerciale :	19
7-7 Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier :	19
7-8 Contrôles des travaux :	20
7-9 Ajournement et interruption des travaux :	20
8. DROITS ET OBLIGATIONS INHÉRENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX.....	21

8-1 Réception des ouvrages ou travaux :	21
8-2 Documents à fournir après exécution :	21
8-3 Garantie :	22
9. SOUS-TRAITANCE	23
9-1 Conditions générales :	23
9-2 Modalités d'acceptation :	23
9-3 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct :	24
9-4 Modalités de paiement direct / Liquidation de la TVA :	24
9-5 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement :	25
10. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	25
10-1 Locaux pour le personnel :	25
10-2 Coordination en matière de sécurité :	26
10-3 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) :	26
10-4 Plan de prévention :	26
10-5 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire :	26
10-6 Mesures particulières de sécurité:	26
11. LES PÉNALITÉS	27
11-1 Dispositions générales :	27
11-2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux :	27
11-3 Pénalités spéciales :	27
11-4 Autres pénalités :	28
12. DROIT, LANGUE ET MONNAIE	29
13. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ	29
14. LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE	30
15. RÉSILIATION	30
16. SANCTIONS ET MESURES RESTRICTIVES	31
17. ATTRIBUTION DE JURIDICTION	32
18. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	33
ANNEXE 1 DU CCAP LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	34
ANNEXE 2 DU CCAP CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	35

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

	Objet du contrat	SIÈGE DE LA CPAM DES YVELINES : RÉNOVATION DE L'ACCÈS PRINCIPAL VÉHICULES ET PIÉTONS
	Maîtrise d'ouvrage	Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines
	Type de procédure	MAPA
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	Marché non alloti
	Lieu d'exécution	Le siège de la CPAM des Yvelines : 92 avenue de Paris 78000 Versailles
	Développement durable	Mémoire technique
	Pénalités de retard	Prévues dans le CCAP
	Variation des prix	Ferme actualisable
	Nature des prix	Prix forfaitaire

1. DÉFINITIONS

	CCTP	Le CCTP , ou Cahier des Clauses Techniques Particulières, est le document contractuel qui contient toutes les clauses et dispositions techniques relatives à un marché public déterminé. Ces clauses et dispositions techniques déterminent l'ensemble des besoins à satisfaire par le potentiel candidat. Ce document, complété par le CCAP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	CCAP	Le CCAP , ou Cahier des Clauses Administratives Particulières, est le document contractuel regroupant l'ensemble des stipulations d'ordre juridique et financière régissant l'exécution du marché, telles que les conditions de règlement et de financement, les éventuelles garanties, les conditions de livraison, les pénalités, les délais d'exécution, les modalités de vérifications, etc. Ce document, complété par le CCTP, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	AE	L' AE , ou Acte d'Engagement, est le document juridique qui formalise l'engagement du titulaire à exécuter les prestations décrites dans le marché, en accord avec sa proposition technique et financière. Ce document, complété par le CCTP, le CCAP et le BPU, est fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
	DPGF	Le DPGF , ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, est destinée à fournir le détail du prix forfaitaire établi par l'opérateur économique soumissionnaire. Etroitement lié au détail quantitatif estimatif (DQE) il fait partie des documents de la consultation et lorsqu'il est complété il fait partie de l'offre technique et financière dans un marché public utilisée dans l'évaluation des offres.
	Maître d'ouvrage	La maître d'ouvrage , désigne la personne morale pour le compte de laquelle les travaux sont exécutés. Pour éviter les répétitions, le terme « maître d'ouvrage », « pouvoir adjudicateur », « CPAM des Yvelines » et « Organisme » sont synonymes et seront utilisés dans le présent marché.
	Maître d'œuvre	La maître d'œuvre , désigne la personne physique ou morale sélectionnée par le maître d'ouvrage pour gérer les travaux en termes de coûts, de timing et de décisions techniques, le tout en respectant un contrat et un cahier des charges.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le marché, l'opérateur économique qui conclut le marché avec le maître d'ouvrage. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire. Pour éviter les répétitions, le terme « entrepreneur », est synonyme de titulaire et sera utilisé dans le présent marché

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2-1 Objet du marché :

Le présent marché a pour objectif de rénover l'entrée principale, à la fois piétonne et routière, du siège social de la CPAM des Yvelines, situé à Versailles.

Les interventions comprennent :

- La rénovation des portails métalliques d'accès au site.
- La rénovation des murs de l'enceinte du site.
- Le réaménagement de l'accès principal.
- La gestion des flux piétons et véhicules sur l'accès principal.

Ils incluent toutes les finitions et accessoires nécessaires pour garantir la qualité et la finition parfaite des ouvrages.

Le titulaire doit vérifier et réceptionner les supports avant la mise en œuvre de ses travaux, car leur exécution implique une acceptation sans réserve des supports par ses soins.

Le marché débutera à compter de la date de notification et s'achèvera à la fin de la garantie de parfait achèvement.

La notification se rapportant au marché sera faite au domicile indiqué par le Titulaire sur l'acte d'engagement.

2-2 Nature du marché :

La présente consultation est un marché ordinaire de travaux, passé en application des dispositions de l'Articles L. 1111-2 du Code de la Commande Publique.

2-3 Allotissement et variantes :

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique.

Le présent marché n'est découpé ni en phases, ni en tranches au sens des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique.

La proposition de variante libre est autorisée par rapport aux matériels dans la mesure où l'équivalence avec les matériels imposés au CCTP soit prouvée.

Les autres variantes ne sont pas autorisées.

2-4 Procédure adaptée :

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires au présent marché.

2-5 Les intervenants :

- **Maître d'ouvrage :**

La maître d'ouvrage est assurée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines, représenté par Cécile ALOMAR Madame la Directrice Générale.

Adresse et coordonnées :

**CPAM des Yvelines
Secteur Assurances et Marchés
92 Avenue de Paris
78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 33 19**

Courriel : sam.marches.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

Dès la notification du marché, la CPAM des Yvelines désignera une personne physique, habilitée à la représenter auprès du titulaire et du maitrise d'œuvre. D'autres personnes physiques pourront être habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

- **Maître d'œuvre :**

La maître d'œuvre est externe et assurée par l'entreprise CETAB, 61 rue du professeur Lannelongue BP 80033 33 041 BORDEAUX CEDEX

La MOE s'est vu confier les missions suivantes :

- **Diagnostic sur site et rédaction d'une notice DIAG/AVP – TCE – VRD :**
 - Visite sur site pour la réalisation du Diagnostic,
 - Rédaction de la notice DIAG/AVP,
 - Estimation financière,
- **Réalisation du dossier PRO/DCE – TCE – VRD et Sûreté :**
 - Rédaction des pièces techniques écrites notamment le CCTP et le DPGF,
 - Réalisation des pièces graphiques,
 - Aide à l'élaboration de la grille d'analyse du règlement de consultation.
- **Participation aux analyses des offres ACT – TCE – VRD et Sûreté :**
 - Accueil des candidats et visite sur site,
 - Analyse des offres dans le cadre de la consultation des entreprises,
 - Réponse aux questions éventuelles.
- **Le suivi de travaux DET – TCE – VRD et Sûreté :**
 - Visite et suivi de travaux, 12 Vacations TCE + 5 Vacations Sûreté,
 - Rédaction d'un CR à chaque visite.
- **AOR-VISA-GPA TCE – VRD et Sûreté :**
 - Visite d'assistance à la réception des travaux.
 - Visite de suivi et levée de réserves (y compris les levées de réserves GPA sur la première année),
 - De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage,
 - Analyse et VISA des DOE,
 - Visite de suivi et levée de réserves de garantie de parfait achèvement sur la première année,
 - Compte rendu AOR
- **L'entreprise titulaire :**

Le titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire sera mentionné et nommé dans l'acte d'engagement.

2-6 Ordre de service :

Il est rappelé que le titulaire ne pourra procéder au démarrage des travaux qu'après réception d'un ordre de service (OS). La période de préparation quant à elle débutera à la notification du marché.

En complément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont notifiés par le maître d'ouvrage par mail. Le titulaire en accuse réception datée.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Toutefois, les ordres de service ayant trait :

- A la modification du programme initial, entraînant la modification du marché de travaux,
- A la modification des délais d'exécution,
- A la notification de prix nouveaux pour des ouvrages ou travaux non prévus,
- De façon générale, une incidence financière sur le marché initial,

Ont un caractère provisoire, ces prestations feront ensuite obligatoirement l'objet d'un avenant.

Le montant contractuel des travaux est le montant des travaux résultant des prévisions du marché, c'est-à-dire du marché initial éventuellement modifié par les avenants intervenus.

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont composées des pièces particulières et générales.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues des soumissionnaires. Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, respectivement pour les pièces particulières et générales.

Les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CPAM fait foi, sont les suivantes, elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre, et ce, en cas de contradiction entre elles :

3-1 Pièces particulières :

- L'Acte d'engagement (AE) de l'entreprise accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur, rédigé suivant modèle joint (rempli dans toutes ses rubriques et complété par les documents exigés aux termes de celui-ci). Ce document devra être daté et signé par l'entreprise, comporter le cachet de la société ;
- L'annexe financière annexée à l'acte d'engagement (DPGF) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier de clause technique particulière (CCTP) ;
- Les deux annexes du CCAP intitulées « Livret sécurité prestataire » et « Contrat de protection des données personnelles » ;
- Le dossier d'information ;
- La notice hygiène et sécurité ;
- Le calendrier détaillé d'exécution à "barres" transmis par le titulaire dans le cadre de son offre ;

- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures
- Le Plan d'installation du chantier
- L'offre technique du Titulaire du marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification des marchés.

Les conditions générales de vente du Titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent marché qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le présent marché.

3-2 Pièces générales :

- Le Code de la Commande Publique,
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG Travaux issu de l'arrêté du 1er avril 2021) ;
- Le Cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (CC.DTU) et les règles de calcul DTU ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS DTU) publié par le CSTB et visé dans la circulaire du Ministère de l'Economie du 16 juin 1988 ;
- Normes françaises et DTU (Documents Techniques Unifiés) constituant le REEF dans la dernière édition en vigueur ;
- Règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public (ensemble des textes applicables à l'opération).
- Le code du travail.

Aucune des réserves qui seraient apportées aux pièces désignées ci-dessus ne seront admises. Toute clause portée dans la documentation du Titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

4. LES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les travaux sont réalisés par les entrepreneurs sous la supervision du maître d'ouvrage, conformément aux dispositions du CCTP, des ordres de service, plans et dossiers fournis.

Le lancement officiel des travaux sera communiqué par le maître d'ouvrage et porté à la connaissance du Titulaire.

Les bons de commande relatifs à ce marché seront appliqués conformément aux dispositions de l'article 3.7 du CCAG Travaux.

5. LA DURÉE DU MARCHÉ ET LES DÉLAIS D'EXÉCUTION

5-1 Délais d'exécution :

Le délai d'exécution des prestations comprend la période de préparation et la période d'exécution des travaux.

Il fixe de manière prévisionnelle le délai global d'exécution des travaux et s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et du maître d'ouvrage sur un calendrier détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation.

Début prévisionnel du marché, sous réserve de l'aboutissement de la procédure débutera à la date de notification.

Le calendrier d'exécution est fourni par le titulaire en phase préparation du chantier.

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution du marché.

Le début des travaux devra commencer en janvier 2026.

En complément de l'article 28.1 du CCAG-Travaux, si des retards imputables au titulaire, dans les tâches et prestations à réaliser pendant la période de préparation, entraînent un report de l'ordre de service de démarrage des travaux, le délai d'exécution des travaux sera alors réduit de la durée de ce report.

5-2 Calendrier détaillé d'exécution :

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la réalisation fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier ;
- Les moyens en personnel et matériels prévus ;
- Les contraintes particulières de préfabrication ou d'approvisionnement.

Après acceptation par l'entrepreneur, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation de la Maitrise d'Ouvrage dix (10) jours ouvrés au moins avant l'expiration de la période de préparation.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier initial éventuellement modifié, conformément à la disposition ci-dessus, est notifié par ordre de service à l'entrepreneur.

Le calendrier détaillé d'exécution se substitue au calendrier prévisionnel d'exécution en tant que pièce constitutive du marché.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Le délai d'exécution proposé par les soumissionnaires dans le calendrier détaillé d'exécution comprend :

- Les périodes de congés payés,
- Les samedis, dimanches et jours fériés jours

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux, l'entrepreneur n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour retard dans la notification du démarrage des travaux

Toute prolongation du délai global d'exécution résultant soit de sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître d'ouvrage, ou encore résultant de la force majeure, et affectant le montant initial du marché fera l'objet d'un avenant notifié au Titulaire concerné.

Sous réserve des stipulations qui précèdent, il sera fait application des dispositions de l'article 18 du CCAG Travaux 2022 en matière de délai.

5-3 Prolongation des délais :

Le titulaire dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'ouvrage par tout moyen écrit (télécopie, e-mails...) suivi d'une lettre recommandée avec accusé de réception envoyée dans un délai de 7 jours à compter de la survenance de l'aléa.

Il est tenu d'apporter toutes justifications nécessaires, permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien fondé des difficultés imprévues motivant le retard.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, toute prolongation du délai d'exécution des travaux, quelle que soit son origine pourra faire l'objet d'une décision du représentant du Pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire.

Par dérogation à l'article 17.3 du CCAG-Travaux les phénomènes naturels ne seront pas considérés comme cas de force majeur susceptible de donner lieu à une indemnisation par le maître d'ouvrage.

6. LES CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ

6-1 Forme des prix :

Conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la Commande Publique, le marché est à prix forfaitaire.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature des marchés ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

6-2 Décomposition du prix :

Les prix seront appliqués aux prestations et quantités réellement exécutées.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, Les prix comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le titulaire, y compris les frais de déplacement, main d'œuvre, matériel, tenue et équipement de sécurité des personnels, d'assurance et de transport qui sont à sa charge. Quelle que soit la nature des fournitures mises en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception ou l'admission des prestations.

Le titulaire devra reprendre tous les emballages et assurera l'élimination ou la valorisation finale des déchets dans les filières appropriées. Les emballages et autres déchets ne pourront être déposés dans les poubelles et conteneurs présents sur le site de la CPAM des Yvelines.

Dans le but de faciliter l'établissement des offres, ainsi que leur dépouillement, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est jointe au dossier. L'Entrepreneur doit avoir procédé lui-même au calcul des quantités et au recensement des postes, et avoir effectué les rectifications nécessaires.

En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'erreurs ou omissions, même non détectées ou non signalées par lui, pour tenter de revenir sur le caractère forfaitaire du prix global. Une différence entre les quantités indiquées par l'entrepreneur et les quantités réelles mises en œuvre ne pourra conduire à aucune modification du prix convenu.

Seuls les prix de la décomposition du prix global et forfaitaire ont valeur contractuelle. Ils seront utilisés en cours d'exécution des marchés comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Ils serviront aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

Le prix du marché comprend l'ensemble des fournitures et services prévus au CCTP. Il est établi en tenant compte de l'ensemble des dépenses visées au CCAG-Travaux article 9.1.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

6-3 Modification du DPGF :

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changement réalisées à la demande du maître d'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître d'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations.

6-4 Travaux non planifiés :

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG Travaux.

Les nouveaux prix sont forfaitaires et sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois d'établissement de ces prix.

Lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le nouveau prix tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le Titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, par application de l'article 14.3 ou de l'article 15.1 du CCAG Travaux.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, en particulier, lorsque les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Un ordre de service notifie au Titulaire concerné des prix provisoires pour le règlement des nouveaux travaux ou modificatifs. Ces prix provisoires sont arrêtés par le maître d'ouvrage après consultation du Titulaire.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, pour l'établissement des décomptes concernés, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires, si dans un délai de 15 jours francs suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque la personne signataire du marché et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

6-5 Prix initiaux et mois d'établissement des prix :

Les prix initiaux du présent marché sont indiqués dans le DPGF fourni par le titulaire sur la base des conditions économique correspondant au mois d'établissement des prix que nous appellerons « mois zéro ».

Le mois Zéro est le mois de remise des offres tel qu'indiqué dans le règlement de consultation.

6-6 Actualisation des prix :

Dans le cadre du présent marché les prix sont fermes actualisables.

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date de remise des offres telle d'indiquée dans le règlement de consultation. Ce mois est appelé « mois m0 ».

L'actualisation est effectuée si le délai entre la date de fixation de l'offre de prix du titulaire et l'OS de démarrage* dépasse trois (3) mois par application de la formule ci-après.

$$P = P_o \times (I_m / I_o)$$

Dans laquelle

- P est le prix actualisé.
- Po est le prix initial hors taxe fixé à l'acte d'engagement.
- Im est la valeur prise par l'index correspondant du mois m (indice en vigueur trois mois avant la date de début d'exécution des prestations).
- Io est la valeur prise par l'index correspondant du mois m0 (indice publié au mois m de la date de remise de l'offre). Dans laquelle :

L'index de référence pour la révision des prix est donné selon l'index applicable suivant : Electricité : BT47

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de remise des offres.

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement,
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre l'Etablissement et le Titulaire. Les nouveaux prix ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Afin de mettre en œuvre l'actualisation du prix, le Titulaire communique à la CPAM des Yvelines ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception et en informe le service des achats par courriel à l'adresse numérique suivante : saji.cpam-yvelines@assurance-maladie.fr

6-7 Projet de décompte final :

Par dérogation de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis au maître d'ouvrage à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de 45 jours calendaires ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence.

En cas de retard dans la production du projet de décompte final par le Titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT
Travaux non exécutés HT
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire) (1)

Ensemble base marché HT

Actualisation des prix sur travaux
réellement exécutés
(index ou indices parus officiellement) (1)
TOTAL HT

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT
(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire) (1)

Actualisation ou révision des prix sur travaux en plus
en valeur marché HT
(index ou indices parus officiellement) (1)

Travaux en plus, valeur exécution HT
(sur justification) (1)

TOTAL HT
TOTAL GENERAL HT
PENALITES suivant CCAP
RESTE
TVA
TOTAL GENERAL TTC

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le maître d'ouvrage devient le décompte final (avec date, signature et cachet du maître d'ouvrage, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de remise du projet de décompte final par les entrepreneurs).

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de 10 jours calendaires sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le décompte général sera établi par le maître d'ouvrage par dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date de remise du projet de décompte final de chaque entrepreneur.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le décompte général signé par la personne signataire du marché sera notifié aux entrepreneurs dans un délai de 3 mois à compter de l'établissement du décompte final.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable aux entrepreneurs, le délai de 3 mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général.

Dans le cas d'une réception partielle, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux. La dernière décision de réception partielle conditionne l'envoi du projet de décompte final des travaux.

6-8 Décompte général et définitif :

Le décompte général accepté et signé par l'entrepreneur ou réputé comme tel si aucune remarque n'est formulée par l'entrepreneur devient le décompte général et définitif du marché, conformément à l'article 12.4.5 du CCAG Travaux.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux en ce que seule une notification du représentant du pouvoir adjudicateur validera le décompte général qui ne pourra pas devenir le décompte général définitif de manière tacite après l'expiration d'un certain délai.

6-9 Délais de paiement :

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel établi par les entrepreneurs à condition que ce décompte ne soit contesté par le maître d'ouvrage.

Conformément aux articles R2192-10 et R2192-16 du code de la commande publique, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général par le maître de l'ouvrage.**

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM des Yvelines informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :
Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM des Yvelines en tant que destinataire de la facture : 323532267 00057

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le Titulaire devra transmettre les décomptes au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences indiquées ci-dessous.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata, conformément aux prix indiqués sur l'acte d'engagement et envoyées à l'adresse suivante :

CPAM des Yvelines
Département Achats – Service Commandes et Factures
92 avenue de Paris
78000 Versailles

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la TVA.

Le montant des pénalités sera comptabilisé en fin de chantier et retenu sur le décompte définitif.

En application de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Le règlement des comptes des sous-traitants payés directement est effectué aux dispositions des articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

6-10 Nantissement :

Le marché pourra être affecté d'un nantissement ou faire l'objet d'une cession de créance, conformément à l'article L2191-8.

En vue du régime de nantissement ou de cession de créance est désignée comme comptable assignataire :

- le Directeur comptable et financier de l'Assurance Maladie.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 2191-61 du CCP :

- le Directeur général de l'Assurance Maladie.

Le montant maximum de la créance que les Titulaires sont autorisés à céder ou à donner en nantissement est égal au montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations que le Titulaire envisage de confier à des sous-traitants.

L'Organisme délivre aux entreprises concernées une copie certifiée conforme du marché comportant la formule d'un unique exemplaire en vue de la notification d'une cession ou d'un nantissement de créances.

En cas de modification en cours de marché (exemple : désignation d'un sous-traitant postérieurement à la notification du marché), les Titulaires concernés doivent aviser l'organisme et obtenir la modification de la formule d'exemplaire unique.

Le(s) sous-traitant(s) éventuel(s) peut (vent) bénéficier des dispositions du présent article dans les mêmes conditions, le montant qu'il est possible de céder ou de nantir est au plus égal au montant des prestations devant être réglé directement.

6-11 Retenue de garantie :

Il sera prélevé par fraction sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de cette garantie.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

7. LES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les travaux sont réalisés par les entrepreneurs sous la supervision du maître d'ouvrage, conformément aux dispositions du CCTP, des ordres de service, plans et dossiers fournis.

Le lancement officiel des travaux sera communiqué par le maître d'ouvrage et porté à la connaissance du Titulaire.

Les bons de commande relatifs à ce marché seront appliqués conformément aux dispositions de l'article 3.7 du CCAG Travaux.

7-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues supra.

7-2 Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits :

Conformément aux articles R.2111-7 à R. 2111-11 du code de la commande publique, les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le Titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

A titre complémentaire, il sera fait application des articles 21 à 26 du CCAG Travaux.

7-3 Percements et scellements :

L'entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études techniques) ainsi que dans le cas où des dispositions contraires seraient portées aux CCTP. Les scellements et les raccords restent dans tous les cas aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

De même, si un entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les entrepreneurs responsables des travaux de béton armé, précontraint ou charpente métallique.

En cas de désaccord ou de litiges entre deux ou plusieurs corps d'état, il sera fait référence au cahier de délimitation des prestations afin de déterminer les tâches et responsabilités des corps d'état concernés.

7-4 Période de préparation préalable à l'exécution des travaux et implantation des ouvrages :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux Il est fixée une période de préparation incluse dans le délai global d'exécution tous corps d'état de 15 jours à compter de la notification des marchés ou en cas d'urgence à compter de la fixation de son début par lettre adressée aux Titulaires fixant une première réunion.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître d'ouvrage :

Envoi de la déclaration réglementaire d'ouverture du chantier (DROC).

Par les soins du maître d'ouvrage en liaison avec l'entrepreneur :

- L'établissement, après consultation de l'entrepreneur, du calendrier détaillé d'exécution qui devra être présenté sous la forme d'un « calendrier à barres » ;
- La fixation des dates de remise des études techniques ;
- L'organisation du chantier.

Par les soins de l'entrepreneur, en liaison avec le maître d'ouvrage :

- Établissement et présentation à l'économiste du programme d'exécution des travaux (dans les 15 jours calendaires maximum suivant la date de démarrage de la période de préparation) avec effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et travaux. Participation avec l'économiste et le maître d'ouvrage aux réunions de mise au point du calendrier détaillé,
- Projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus aux articles 28.2.1 alinéa 1 du CCAG;
- Établissement et remise à l'économiste des plans d'exécution, liste des matériaux et matériels pressentis, échantillons, prototypes, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;
- Établissement du ou des plans de réservations ;
- Établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé suivant les modalités décrites à l'article 3.12 du présent CCAP. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

7-5 Implantation des ouvrages :

Il convient de se reporter aux CCTP et plans.

A défaut, il sera fait application de l'article 27 du CCAG Travaux.

7-6 Propriété industrielle et commerciale :

C'est l'entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce ; même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

7-7 Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier :

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94 :

- Le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

En application de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire a l'obligation de communiquer au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets. En l'absence de production de ce document, et après une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 80 € sera appliquée.

Concernant l'organisation du chantier, les prescriptions des règlements de sécurité devront être scrupuleusement observées afin d'assurer un environnement de travail sécurisé pour tous les intervenants.

Concernant le nettoyage du chantier, le titulaire doit veiller à laisser le site propre et dégagé de tous déchets pendant l'exécution des travaux comme après leur achèvement. Le maître d'ouvrage assurera le contrôle de la bonne qualité de ces opérations de nettoyage afin de garantir un environnement sécurisé et conforme aux normes.

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de brûler les déchets sur le chantier, afin de prévenir tout risque d'incendie et de respecter l'environnement. L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais, qu'elle doit transporter jusqu'aux lieux de stockage désignés par le maître d'ouvrage. De plus, elle doit assurer le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'elle aura salies ou endommagées durant ses travaux, afin de maintenir le site dans un état conforme aux exigences initiales et aux engagements pris.

7-8 Contrôles des travaux :

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du représentant du maître d'ouvrage.

Les frais entraînés par ces essais seront à la charge de l'entreprise.

Par dérogation à l'article 38 du CCCAG-Travaux, si les essais et/ou contrôles prévus au marché ou demandés par le maître d'ouvrage s'avèrent négatifs ou défectueux, ils sont mis en totalité à la charge de l'entrepreneur défaillant ainsi que tous essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

7-9 Ajournement et interruption des travaux :

Il ne sera pas fait application des dispositions des articles 50.2.2 et 53 du CCAG Travaux.

8. DROITS ET OBLIGATIONS INHÉRENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

8-1 Réception des ouvrages ou travaux :

Par dérogation aux articles 41 du CCAG Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Elle prend la forme d'une décision unique du maître d'ouvrage à destination du Titulaire et prend effet à la date de l'achèvement de l'ensemble des travaux.

L'entrepreneur avise le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés qui aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

La procédure de réception se déroulera conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux suite aux opérations de réception.

La date de réception est prévue à la fin des travaux.

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 2270 du code civil.

Le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre (ou autre moyen d'information par voie dématérialisée avec accusé réception) du Titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus).

En précision à l'article 41.6 du CCAG Travaux, le délai de levée des réserves est fixé à 3 mois à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées à l'entrepreneur avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une refaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

8-2 Documents à fournir après exécution :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, chaque Titulaire remettra au maître d'ouvrage, le jour des opérations préalables à la réception, en 3 exemplaires sur support papier, les plans d'exécution, notes de calcul, fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa de la maîtrise d'œuvre.

En même temps, il sera de surcroît remis, une version informatisée des documents ci-dessus compatible avec les logiciels (Word, Excel, plans au format AUTOCAD (dwg) et fichiers en PDF (logiciel adobe Acrobat) sur CD Rom.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs.

Les documents d'exécution comprennent également ceux demandés par le coordonnateur SPS pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

Une retenue forfaitaire, fixée à 3% du montant forfaitaire du marché sans pour autant être inférieure à 760 euros est opérée jusqu'à la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les entrepreneurs, cités ci-après, en dérogation à l'article 40-1 du CCAG Travaux.

Cette retenue ne peut être levée qu'après fourniture de la totalité des documents visés ci-dessus et acceptés par la maîtrise d'ouvrage.

8-3 Garantie :

Le Titulaire du présent marché doit trois types de garanties :

- La garantie de parfait achèvement ;
- La garantie biennale ;
- La garantie décennale ;

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages soit la date d'achèvement des travaux.

Garantie de parfait achèvement

La durée de garantie de parfait achèvement est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an conformément à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître d'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44.2 du CCAG Travaux.

Garantie de bon fonctionnement

La durée de garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

Garantie décennale

La garantie décennale couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

9. SOUS-TRAITANCE

9-1 Conditions générales :

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le Titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché. Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constater par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute, conformément à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le Titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

9-2 Modalités d'acceptation :

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- Une déclaration spéciale mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
 - Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics découlant de l'article R2143-6 du code de la commande publique.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le Titulaire doit établir dans les conditions visées à l'article 2-8 du CCAP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et a fortiori après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 1 500 €. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

9-3 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct :

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au Titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire. A la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le Titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitante et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

9-4 Modalités de paiement direct / Liquidation de la TVA :

Depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire l'entrepreneur Titulaire du marché. L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « auto-liquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujéti.

L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

9-5 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement :

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au Titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant à l'opération.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du Titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au Titulaire aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 5-3 du présent CCAP.

10. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

Sous réserve des dispositions qui suivent, il sera fait application de l'article 31 du CCAG Travaux.

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur.

10-1 Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10-2 Coordination en matière de sécurité :

L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L4531-1 et s. du code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le maître d'ouvrage selon les règles prévues par la réglementation des marchés publics.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R4532-10 et R4532-61 et suivants du code du travail.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à l'entreprise qui n'aurait pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

Sous réserve que l'opération de travaux objet du présent marché y soit soumise (article R4532-42 et suivants du code du travail), il est joint un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au dossier d'appel d'offres.

10-3 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) :

L'entreprise intervenante devra établir le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R4532-63 à R4532-68 du code du travail.

10-4 Plan de prévention :

Un plan de prévention sera applicable pour la cohabitation entre l'entrepreneur, le personnel et les occupants des locaux.

10-5 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire :

En cas de résiliation d'un marché dans les conditions prévues au cahier des charges avec le titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de notifier par ordre de service à l'entrepreneur de son choix l'obligation d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par l'entrepreneur défaillant et ce jusqu'à désignation d'un nouvel entrepreneur ou jusqu'à ce que les travaux soient confiés par voie d'avenant à l'un des entrepreneurs titulaires d'un marché.

Dans la mesure où cette résiliation du marché entraîne l'arrêt du chantier, les frais de garde évoqués ci-dessus sont provisoirement réglés par le maître de l'ouvrage.

10-6 Mesures particulières de sécurité:

En ce qui concerne l'exécution de travaux par points chauds, un permis de feu devra être délivré par le responsable de l'immeuble ou son représentant, avant toute intervention, les formulaires correspondants seront à retirer auprès du responsable du Département Prévention Sécurité de l'Assurance Maladie.

11. LES PÉNALITÉS

La CPAM des Yvelines rappelle que les pénalités visent principalement à dissuader les comportements négligents et à favoriser la bonne exécution des prestations objet du présent marché. L'utilisation de ces pénalités ne sera pas systématique et sera envisagée en dernier recours, après avoir tenté de résoudre les différends à l'amiable.

L'intention de l'Organisme est de privilégier la collaboration et le dialogue, en visant à maintenir une relation de confiance et de bonne foi avec le Titulaire. Ainsi, l'application de ces pénalités ne devra pas être perçue comme un objectif en soi, mais plutôt comme un outil de dernier ressort pour garantir les engagements pris par le Titulaire.

11-1 Dispositions générales :

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités.

Les pénalités de retard sont calculées au regard du délai d'exécution qui lui est propre tel que fixé au calendrier détaillé d'exécution des travaux qui prendra la place du calendrier provisoire une fois réalisé conformément au présent marché. Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

11-2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux :

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur concerné, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris) une pénalité de 120 € éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

La répartition des retards constatés est effectuée par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de leur délai contractuel, il devra le faire connaître au maître d'ouvrage dans les 48 heures afin que ceux-ci puisse prendre toutes dispositions utiles.

Des retenues provisoires de retard fixées à 80 € par jour calendaire, seront appliquées par rapport aux délais du marché si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, etc.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution, fixé au calendrier détaillé a été respecté.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

11-3 Pénalités spéciales :

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier et dans le cadre de retard dans la remise des projets de décomptes dans les conditions qui suivent :

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'ouvrage. Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Si l'entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer une pénalité de 80 € par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'ouvrage sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le maître d'ouvrage où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

Pénalités pour retard dans la remise des situations mensuelles et décomptes définitifs :

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- Pour les décomptes mensuels, un deux-millième de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent ;
- Pour le décompte définitif : un dix-millième du montant de ce décompte.

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

De plus, en application de l'article 12.3.4 du CCAG, le décompte définitif pourra, après mise en demeure restée sans effet, être établi d'office par le maître d'ouvrage aux frais de l'entrepreneur.

11-4 Autres pénalités :

Des pénalités sont automatiquement appliquées, sans mise en demeure préalable, par le maître d'ouvrage et sous sa responsabilité dans les cas suivants :

MOTIF	MONTANT
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite dans le mémoire technique des soumissionnaires	80 € par jour franc
Dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites	80 € par jour franc
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus	80 € par jour franc
Retard dans le nettoyage du chantier	80 € par jour franc
Retard dans l'évacuation des gravats hors chantier	80 € par jour franc
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé	120 € par document et par jour franc

d'exécution et à sa mise à jour, ...)	
Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction	150 € par jour franc
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier	150 € par infraction constatée et jour franc
Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation. Cette pénalité est applicable également pour la non remise des documents au coordonnateur santé sécurité ainsi qu'au contrôleur technique	150 € par jour franc.
Retard dans l'installation du chantier	750 € par jour franc
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous- traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui)	1500 € pour chaque infraction constatée (nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG travaux)
Déclaration tardive de sous-traitants à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le maître de l'ouvrage adressera alors au Titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision	Pénalité d'un coefficient 1/1000ème du montant du marché TTC
Non-respect de nettoyage de chantier commun à plusieurs entreprises. Le maître d'ouvrage, après constat indiqué sur le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 5 jours, fera procéder lui-même par une entreprise spécialisée au nettoyage de chantier aux frais et risques et périls des entreprises responsables	Pénalité appliquée répartie en part égale entre les entreprises responsables des désordres et correspondantes au montant de la rémunération de l'entreprise de nettoyage
En cas de dépassement du délai contractuel dans la levée des réserves	400 euros HT/ jour calendaire de retard

12.DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutes les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euro restera inchangé en cas de variation de change.

L'ensemble des prix proposés dans le DPGF sont en Euro.

13.CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire s'engage à respecter les annexes 1 et 2 du CCAP dénommées « Livret de sécurité de l'information » et « Contrat de protection des données personnelles ». Ces annexes deviendront contractuelles à la notification du marché.

Par ailleurs, voici les dispositions applicables du CCAG Travaux en la matière :

- **Obligation de confidentialité**

Les dispositions de l'Article 5.1 du CCAG Travaux s'appliquent.

- **Protection des données à caractère personnel**

Les dispositions de l'Article 5.2 du CCAG Travaux s'appliquent.

- **Mesures de sécurité**

Les dispositions de l'Article 5.3 du CCAG Travaux s'appliquent.

- **Information des sous-traitants**

Les dispositions de l'Article 5.4 du CCAG Travaux s'appliquent.

- **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les dispositions de l'Article 6 du CCAG Travaux s'appliquent.

- **Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Les dispositions de l'Article 7 du CCAG Travaux s'appliquent.

- **Réparation des dommages**

Les dispositions de l'Article 8 du CCAG Travaux s'appliquent.

14. LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont Titulaires :

- D'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;
- D'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;
- D'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise, par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- Tous risques chantiers ;
- Dommages-ouvrages ;
- Responsabilité civile ;
- Contrat collectif de responsabilité décennale.

15. RÉSILIATION

Il sera fait application des dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux, sauf l'article 50.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du Titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou

liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du Titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure).

Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au Titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile,
- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L 620 et suivants du code de commerce,
- Incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché,
- Non-respect par le sous-traitant de ses engagements

Résiliation aux torts du Titulaire avec mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis de la maîtrise d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 7 jours pendant laquelle le Titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

En cas de non-respect par le sous-traitant de ses engagements, le responsable de traitement des données se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 4.5 du CCAP sans indemnité en faveur du sous-traitant, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 4.5 du CCAP Travaux, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- Le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- La déclaration produite en application de l'article R.2143-5 du code de la commande publique a été reconnue inexacte

16. SANCTIONS ET MESURES RESTRICTIVES

Il sera fait application de l'article 52 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur peut, sauf en cas de résiliation du marché prononcée en cas de décès ou incapacité civile, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer

aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 52.6 du CCAG Travaux, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 52.7 du CCAG Travaux s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au 2° de l'article 52.7.2 du CCAG Travaux. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits Co-Titulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des Co-Titulaires du mandataire défaillant, le maître d'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- Si les autres Co-Titulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des Co-Titulaires du groupement ainsi réduit ;
- Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

17. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige résultant du présent marché, les deux parties font attribution de juridiction.

Pour tout référé ou litige contentieux résultant du présent marché, les deux parties font attribution de juridiction au Tribunal Judiciaire de Versailles, sis à l'adresse suivante :

Tribunal Judiciaire de Versailles
5, Place André Mignot
78011 Versailles Cedex
Téléphone : 01 39 07 39 07
Courriel : tj1-versailles@justice.fr

Voici les dispositions du CCAG applicables en cas de litiges :

- **Règlement à l'amiable**
Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Mémoire en réclamation**
Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de notification de la décision**
Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage**
Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.
- **Délai de réclamation**
Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

18.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article du C.C.A.P	Dérogation du C.C.A.P	Objet de la dérogation
2-6	3.8.2	Ordre de service
5-2	5.2.1	Délais d'exécution
5-3	18.2.1 ; 17.3	Prolongation des délais
6-4	13.5	Travaux non planifiés
6-7	12.3.2 ; 12.4.1 ; 12.4.2	Projet de décompte final
6-8	12.4.4	Décompte général définitif
7-4	28.1	Période de préparation
7-8	38	Contrôle de travaux
8-1	41	Réception des ouvrages ou travaux
8-2	19.3 ; 40.1	Document à fournir après exécution
9-3	3.6.1.2	Sous-traitance
11-2	19.2.3 ; 19.2.4	Pénalité de retard
14	8.1.3	Assurance
16	52.1	Sanctions et mesures restrictives

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL. A VERSAILLES, LE

Mention manuscrite "Lu et Approuvé"

Signature et Cachet

ANNEXE 1 DU CCAP
LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Pièce annexée intitulée « Livret de sécurité de l'information »

ANNEXE 2 DU CCAP
CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pièce annexée intitulée « Contrat de protection des données personnelles »